

VÉHICULES BLOQUÉS DANS LES PORTS**Bouchouareb minimise et rassure**

Le nombre de véhicules bloqués dans certains ports est «insignifiant», considérait jeudi le ministre de l'Industrie et des Mines.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation, Abdesselam Bouchouareb a estimé que le nombre de véhicules bloqués, commandés avant l'entrée en

vigueur du nouveau cahier des charges régissant l'activité des concessionnaires automobiles, est minime. «Il reste très peu» de véhicules non dédouanés, estime-t-il. Se voulant rassurant, le ministre de l'Industrie a indiqué

que la situation de l'ensemble des véhicules commandés est en bonne voie de règlement, prévoyant «une issue dans les jours qui viennent».

Ainsi, Abdesselam Bouchouareb relèvera qu'une procédure a été enclenchée pour «libérer» les véhicules commandés avant le 15 avril dernier, sur la base de l'ouverture de lettre de crédit mais aussi principalement par la remise documentaire. «Pour chaque moyen de paiement, nous allons adopter un mécanisme pour finaliser la procédure d'importation», dira le ministre de l'Industrie.

Ce faisant, l'importation de véhicules automobiles est soumise dorénavant au régime des licences, suite à l'aval par le Conseil de la nation du projet de loi fixant les règles générales applicables aux opérations de commerce extérieur. Une importation qui sera «réduite», consi-



Photo : Samir Sid

Bouchouareb soumet l'importation des véhicules au régime des licences.

dère Abdesselam Bouchouareb, rétif à avancer un nombre précis. Cela même si un plafond de l'ordre de 400 000 véhicules par an ne devra pas être dépassé comme l'indiquait, la veille, devant les membres de la Chambre Haute, le ministre du Commerce, Amara Benyounès.

Cela étant, le ministre de l'Industrie indiquera que son département ministériel compte enclencher la mise en œuvre de la nouvelle législation régissant le commerce extérieur, en collaboration avec les finances et le commerce.

C. B.

Benyounès obtient ses licences

Le régime des licences d'importation et d'exportation a été avalisé jeudi dernier par le Conseil de la nation.

Lors d'une séance plénière, les membres de la Chambre Haute ont adopté le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance de 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation.

Après l'Assemblée populaire nationale (APN), le Conseil de la nation avale donc le projet du ministre du Commerce, Amara Benyounès, instituant ces licences qui devraient concerner une trentaine de produits dont l'automobile et qui entreront en vigueur d'ici quelques semaines.

Exprimant sa satisfaction quant au quitus parlementaire, le ministre du Commerce considérera l'intérêt de cette nouvelle législation pour le développement économique du pays et la maîtrise des opérations de commerce extérieur.

C. B.

PROCESSUS DE RÉALISATION DE 49 PARCS INDUSTRIELS**La seconde phase lancée à court terme, selon Bouchouareb**

La seconde phase de réalisation de parcs industriels sera lancée à court terme, indiquait jeudi dernier le ministre de l'Industrie et des Mines, lors d'une séance de questions orales au Conseil de la nation.

Répondant aux préoccupations du sénateur RND Abdelkrim Slimani sur le projet de parc industriel de Zaâtra dans la wilaya de Boumerdès, Abdesselam Bouchouareb relèvera que le programme national d'aménagement et réalisation de 49 parcs industriels, sur une superficie de 11 623 hectares couvrant 39 wilayas, confié à l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref) a été bien impulsé. Ainsi, après l'assainissement de

la situation juridique du foncier, une vingtaine de parcs industriels ont été retenus en première phase et où seront entamés les travaux d'études et de réalisation, après la sélection des bureaux d'études et entreprises.

La seconde phase sera lancée «à court terme concernant seize parcs industriels, indiquera-t-il, tout en précisant que le restant du programme, soit 13 parcs, sera lancé dès le traitement du statut juridique du foncier. Une problématique qui concerne justement le projet de Zaâtra, prévu sur 1 123 hectares.

Tout en indiquant que le statut juridique de l'assiette foncière est en cours d'examen par une commission interministérielle, outre la problématique d'expropriation, le ministre de l'Industrie se montrera néanmoins rassurant sur le lance-

ment de ce projet. Auparavant, Abdesselam Bouchouareb avait répondu aux préoccupations de deux autres sénateurs (Abdelkader Bensalem du tiers présidentiel et Abbas Bouamama) sur les projets de cimenteries à Béchar, In Salah et Illizi, inscrits dans le plan de développement du Groupe industriel des cimenteries d'Algérie (Gica).

Ainsi, le ministre de l'Industrie indique que la réalisation de la cimenterie de Béchar, d'une capacité de 1 million de tonnes par an, devrait être lancée dès octobre 2015.

Quant aux projets de cimenteries à In Salah et Illizi, d'une capacité de 500 000 tonnes par an, Abdesselam Bouchouareb fera état de l'absence de matière première et de l'opportunité de lancer dès 2017 des unités de concassage et conditionne-

ment en remplacement. Ce faisant, le ministre de l'Industrie fera état de plusieurs projets de briqueteries mais aussi de production de verre, une unité d'une capacité de 1,5 million de tonnes par an étant projetée à Adrar dans le cadre d'un partenariat entre un opérateur privé, le groupe Gica, et une société chinoise.

Abdesselam Bouchouareb évoquera dans ce contexte la dynamisation en œuvre du secteur minier national, le développement de la recherche minière et l'identification du potentiel minier, outre la stimulation de l'investissement dans le domaine de l'exploration et la valorisation minière et la relance des mines et carrières.

A ce propos, le ministre de l'Industrie évoquera la relance d'une mine de manganèse.

C. B.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION AU CONSEIL DE LA NATION**L'activité des TV privées régulée dès l'application de la loi sur l'audiovisuel**

L'activité des chaînes de télévision privées «étrangères» en Algérie sera organisée et régulée dès l'application de la nouvelle loi régissant l'audiovisuel.

C'est ce que le ministre de la Communication, Hamid Grine, indiquait jeudi dernier lors d'une séance de questions orales au Conseil de la nation. Répondant à une question d'un sénateur (Abdelkader Kassi) sur le statut juridique des TV privées, le ministre de la Communication rappellera que son département a autorisé provisoirement cinq chaînes à ouvrir des bureaux.

Hamid Grine précisera ce faisant que les chaînes de télévision privées «sont soumises aux lois des états d'émission et au droit

algérien en tant que sociétés étrangères opérant sur le territoire national».

Une situation qui devra être clarifiée, une activité mieux organisée et encadrée, semble-t-il considérer dès que «les textes d'application des lois sur l'activité audiovisuelle seront finalisés». Ce que Hamid Grine escompte à court terme, assurant que son département ministériel «veille à ce que cette démarche se concrétise dans les plus brefs délais».

Notons que le ministre de la

Communication concédera que les insuffisances reprochées au secteur audiovisuel privé sont dues essentiellement à «une expérience naissante en la matière et aux mutations rapides que connaît la société algérienne».

Des insuffisances qui valent également pour les chaînes publiques, relèvera-t-il, même si Hamid Grine assurera que son département œuvre à faire de l'audiovisuel public un secteur «fort et stratégique» à même d'assurer un service public conforme aux attentes des Algériens. Le ministre exprimera ainsi sa satisfaction quant au rôle de la télévision publique qui «participe à l'enrichissement du paysage audiovisuel et assure un

service public tel que stipulé dans le cahier des charges». Ainsi, les chaînes TV publiques développeront, selon Hamid Grine, «une démarche de proximité et interactive qui garantit la liberté d'opinion et le débat contradictoire et permet aux citoyens d'exprimer leurs préoccupations librement». Voire, le traitement de l'actualité par la Télévision algérienne, avec professionnalisme et responsabilité, et sa participation au débat sur les grandes questions nationales pour informer et sensibiliser l'opinion, permettront à cet établissement de concrétiser les principes du service public prévu dans la loi», observe le ministre de la Communication

C. B.

SELON LE MINISTRE**DE LA SANTÉ :****«Il n'y a pas de pénurie de médicaments»**

Il n'y a pas de pénurie de médicaments sur le marché national. C'est ce que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière affirmait jeudi dernier lors d'une séance de questions orales au Conseil de la nation.

Réfutant les informations colportées ici et là et «infondées», Abdelmalek Boudiaf assure que les médicaments sont disponibles sur le territoire national, notamment au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) qui dispose de stocks couvrant six mois. Il s'agit notamment du Sintrom, un médicament destiné aux patients atteints de maladies cardiovasculaires et dont 75 000 boîtes se trouvent à la PCH.

Certes, le ministre de la Santé admet que la réception de certains produits connaît parfois des «perturbations» dans la chaîne de distribution, des ruptures dues à des facteurs non maîtrisables, des dysfonctionnements dans la gestion. Néanmoins, Abdelmalek Boudiaf assure que ces perturbations ne durent que quelques jours et que son département veille à la couverture des besoins.

Par ailleurs, le ministre de la Santé a insisté sur la nécessité pour les établissements privés d'assurer une prise en charge digne des malades, un service public de qualité et une gestion conforme.

Il évoquera en ce sens le cas des cliniques privées qui ont été récemment fermées, dans la mesure où «elles ne répondent pas aux conditions requises de gestion». A ce propos, il fera état de la révision «prochaine» du cahier des charges régissant ces structures.

Abdelmalek Boudiaf relèvera par ailleurs les efforts déployés en vue d'améliorer le service des urgences dans les structures hospitalières, faisant état de l'augmentation des capacités d'accueil et de diverses autres actions. «Nous sommes en train de régler» le problème des urgences, assurera ainsi le ministre de la Santé.

Auparavant, Abdelmalek Boudiaf avait répondu à la question du sénateur Belkacem Kara sur la situation des urgences médicales et le service hémodialyse de l'hôpital Benyoucef-Benkhedda à Berrouaghia (Médéa).

C. B.